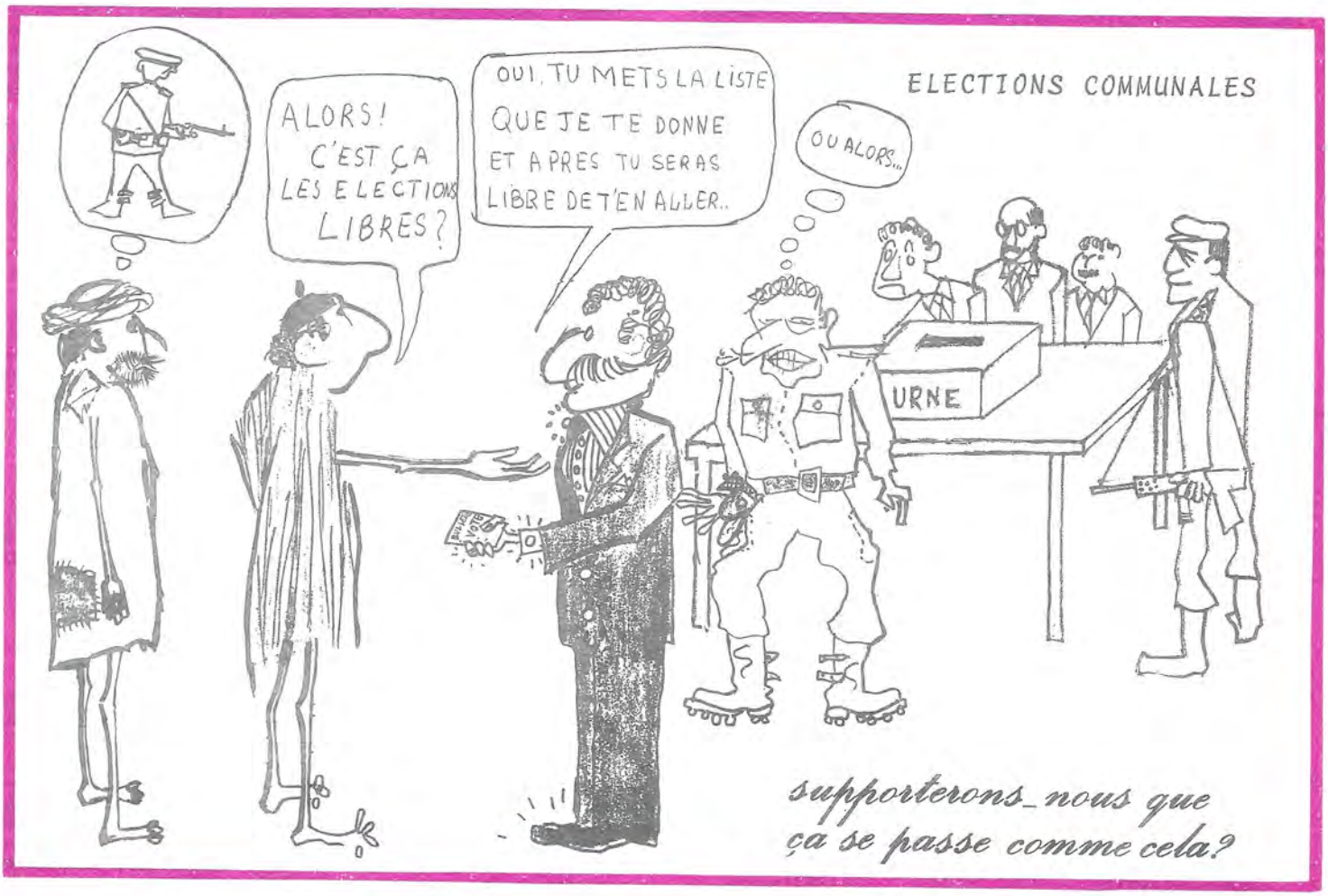
BULLETIN de LIAISON

numéro 9

septembre 1966

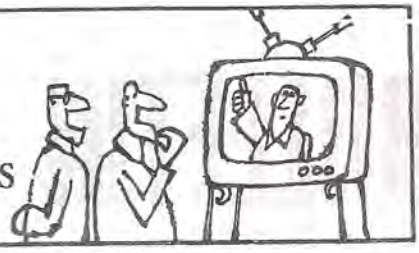


seule la vérité est révolutionnaire

Comite National de Defense de la Revolution

EN VRAC

nouvelles et commentaires



JEUNES, L'ARMEE VOUS OFFRE UNE CARRIERE ! -

Ce slogan est devenu maintenant familier aux algériens. Depuis un an, affiches , tracts, annonces, publicité de toutes sortes, invitent les jeunes (libres de tous liens) à devenir les mercenaires du régime. Malgré les moyens énormes mis en oeuvre, cette campagne a connu peu de succès. Cet ainsi que les jeunes étudiants ayant passé les examens du baccalauréat ont reçu des lettres individuelles provenant du ministère de la Défense Nationale et leur recommandant de faire carrière dans l'armée.

Il semble inutile de signaler qu' au cours de cet été, de nombreux jeunes de 17 à 18 ans ont quitté le pays de peur d'être incorporé de force.

UN SPORT HAUT EN ALGERIE -

Sous le titre "Encore du nouveau", une affiche nous apprend que Bougie, Djidjelli, Skikda, Tebessa, El Oued, Ouargla, Sétif, Batna, Tiaret et Tlemcen seront desservies, à partir du 3 décembre, par des lignes d'Air-Algérie. Cette décision a pour but de faciliter les déplacements des équipes de football et de leurs supporters...Il est vrai que le football algérien doit être très riche, si l'on considère qu'un grand nombre de joueurs ont assisté,tous frais payés, au dernier championnat du monde, à Londres... et que, nombre d'officiers et de notables du parti sont en train d'accaparer la direction des différents clubs algériens... Encore bien des scandales en perspective...

UN MECONTENT -

Dans une lettre adressée à EL MOUDJAHID, Monsieur BAHRI critique les "gentils bourgeois qui roulent carosse" et les "gentils bourgeois qui veulent rouler carosse" et qui sont actuellement "dans les ministères et autres administrations", et il pose la question: "A quand une épuration réelle"? Il propose, quant à lui, "la tenue de stages de gestion communale, profitant aux ouvriers et aux paysans qui lutteront contre cette couche dangereuse et l' élimineront". En guise de réponse, EL MOUDJAHID lui demande de faire confiance à Boumedienne et d'éviter les généralisations abusives...

LA NOUVELLE PEGRE -

Dans les grandes villes d'Algérie on constate que l'ancienne pègre du milieu a fait place à des nouveaux truands - en uniforme -. C'est ainsi que des femmes qui refusaient de se soumettre à leur joug ont été fouettées jusqu'au sang à l' aide des ceintures dites "à grand-boucle". Ces faits qui se renouvellent fréquemment dans les bas quartiers nous ont permis de constater que, le plus souvent, les patrons des boîtes de nuit et autres maisons closes étaient des officiers qui "déshonoraient ainsi, au vu et au su de tout le monde, le bel uniforme de notre armée populaire".

MARHABEN POUR QUI ? -

On peut lire dans un journal de la capitale: "Réouverture du cabaret "Marhaben a bou Ismaïl" consulter le restaurant, son menu, sa carte variée et ses spécialités... Un accueil chaleureux vous attend dans un merveilleux décor"...

UN CRIME CRAPULEUX -

On nous signale qu'au début du mois d'août 66, un jeune homme de 23 ans, originaire de DUVIVIER a été lâchement assassiné par la police. Voici les faits: la victime était attablée avec trois de ses amis dans un bar de ANNABA quand des policiers en civil du 1er arrondissement firent irruption et commencèrent à provoquer les clients. Il s'ensuivit une discussion après laquelle le jeune homme imprudent fut emmené au poste. Là, il fut soumis à une séance de bastonnade à l'abri des regards indiscrets et jeté dans une cellule où il ne tarda pas à s'éteindre dans une mare de sang malgré l'intervention d'un compagnon de cellule qui appela au secours.

Habitués à de pareilles situations, les inspecteurs ne perdirent pas leur sang-froid;ils mirent au point un plan machiavélique pour faire endosser le meurtre à l'infortuné compagnon de cellule,"méchant" garçon notoirement connu,surnommé "Tirailleur". Malheureusement pour eux, les parents refusèrent d'enterrer leur fils avant une autopsie. Le médecin légiste, accompagné d'un juge et du procureur, détermina d'une façon formelle que la mort de la victime n'était pas due à un étranglement (thèse officielle) mais bien à des coups qui avaient provoqué une hémorragie interne. Aux dernières nouvelles les assassins courent toujours.

RENTREE SCOLAIRE -

Une note du ministère de l'éducation nationale signale que la prochaine rentrée scolaire devra intégrer 250 mille enfants nouveaux, ce qui correspond à un besoin de 3.000 enseignants supplémentaires! La note reste silencieuse sur les intentions du pouvoir pour régler ce problème...

VIVE L'ENSEIGNEMENT GRATUIT! -

On lit dans la presse algérienne que des efforts considérables sont consentis par le pouvoir en faveur de l'enseignement.

Dernièrement, nous avons appris, qu'à titre exceptionnel, les Galeries Algériennes,magasin d'Etat, ferait une remise de 5%, oui 5%, aux familles nombreuses, à l'occasion de la rentrée des classes. Une telle générosité surprend. Les fournitures scolaires s'élèvent à un minimum de 200 dinars par enfant. On voit que nous sommes encore loin du compte, malgré les 5%.....

Il est vrai qu'il y a l'armée et qu' elle pèse lourd, puisque récemment encore son budget a été augmenté de 30 millions 400.000 dinars - pour acheter des MIG 21 !...

CANTINES SCOLAIRES -

Des produits alimentaires réservés aux cantines scolaires - et qui devraient se trouver dans les stocks - font curieusement leur apparition sur les étalages des magasins environnants.On peut se demander la raison de cet étrange phénomène. Hélas, ce n'est un secret pour personne que les vols, dans les cantines, sont fréquents au point où les enfants n'ont presque rien à manger. Signalons qu'à LA CALLE l'année dernière, les réserves de l'année ont été bien vite épuisées. Si DENDANI, directeur de cette cantine, peut-il expliquer ces disparitions ?

Editorial

AMIS LECTEURS,

Voici trois mois que notre Bulletin de Liaison n'a pas paru. Beaucoup d'entre vous commençaient à s'inquiéter de cette interruption. Deux événements importants en sont à l'origine.

D'abord, la publication et la diffusion d'une LETTRE OUVERTE AUX ALGERIENS de Mohamed BOUDIAF. Par l'analyse scientifique de la situation au pays, la recherche des véritables causes et la dénonciation de tous les vieux mythes, cette lettre marque une étape décisive du regroupement de l'opposition révolutionnaire et elle propose des modalités immédiates de combat pour les masses laborieuses ainsi que pour leur avant-garde. A ce titre - et l'accueil favorable qui lui a été réservé le prouve -, ce document constitue un plaidoyer lucide et courageux en faveur du regroupement des militants révolutionnaires.

Le second motif de notre retard est la préparation et la tenue d'un important séminaire d'étude et de formation qui pendant plusieurs jours a étudié les problèmes fondamentaux de l'éducation socialiste des militants. Par cette réalisation, le Parti a concrétisé sa volonté de donner la priorité aux problèmes de la formation: la participation attentive et enthousiaste de jeunes ouvriers à ce séminaire nous a confirmé la justesse de cette voie.

Ces quelques mois de répit ont été cependant mis à profit par nos rédacteurs pour parcourir le pays afin de donner à nos lecteurs un aperçu objectif de la situation réelle des différentes régions de l'Algérie 1966: analyse sans aucune concession, recherchant strictement la vérité et évitant autant que possible de tomber dans le style reportage ou dans le bavardage, situation économique, structures sociales, état d'esprit des travailleurs et aussi des chômeurs, problèmes des paysans et des ouvriers, possibilité de lutte tels ont été les objets de nos préoccupations, car nous sommes convaincus que seule une information rigoureuse et objective, rejetant le mensonge et la mystification, peut permettre à ceux qui ne voyagent pas ou qui sont émigrés en France de comprendre les problèmes de notre pays et de participer consciemment à notre combat.

Avec ce numéro, notre but est d'aborder une deuxième étape de notre croissance: celle qui nous permettra de doter notre Parti d'une presse à la mesure de ses objectifs.

Certes, le chemin parcouru depuis le premier numéro du 15 Septembre 1965 a été conséquent, malgré les obstacles et les difficultés. Mais il reste beaucoup à faire, comme en témoignent les critiques et les observations qui nous parviennent de nos correspondants. Pour cela nous avons besoin de l'aide de tous. C'est quand tous les moyens auront été mis en commun, quand tous les lecteurs se sentiront concernés par notre combat que nous pourrons réellement avoir un moyen d'expression dont le but sera toujours de défendre les intérêts des masses populaires et d'unir leurs avant-gardes.

Puisse ce Bulletin de Liaison, dans son nouveau départ, apporter sa modeste contribution à cette tâche.

la question du mois

Le "Secrétariat Exécutif" du "parti du F.L.N." a publié, le mois dernier une brochure intitulée "La nouvelle organisation communale". Ces textes, autour desquels un grand tapage a été mené, font actuellement l'objet d'une "campagne nationale d'explication et d'enrichissement" orchestrée à grands frais de publicité par les services de Chérif Belkacem qui voit dans cette réforme des moyens détournés pour renforcer ses pouvoirs, largement entamés par ses collègues du "C.N.R." et du gouvernement...

La manoeuvre tend tout d'abord à faire croire qu'il existe une discussion politique au sein des organes du pouvoir alors que ces derniers sont paralysés et condamnés à l'inactivité et l'immobilisme par les luttes des clans opposés par leurs appétits grandissants...

Combler le vide politique, donner l'apparence d'une activité et aussi gagner du temps, telles sont les raisons de cette stérile agitation autour de la réforme communale et de la réforme agraire auxquelles personne ne croit.

Le pouvoir a besoin de temps, de beaucoup de temps pour organiser les fameuses élections communales si elles ont lieu. Il faut trouver *un nombre considérable d'inconditionnels* - qui ne soient pas trop gravement discrédités - pour remplir les *listes uniques*. Depuis de nombreux mois, les KASMAS sont à pied d'oeuvre pour rassembler les noms des candidats possibles -problème quasi insoluble à un niveau aussi large, sans la participation des masses et de leurs organisations. Les difficultés sont multipliées du fait qu'il faut plus de candidats que de sièges et que les noms choisis doivent recevoir l'agrément de la *sécurité militaire* qui, après enquête et interrogatoire élimine ceux qui lui paraissent suspects... Notons, au passage, que bien souvent, d'anciens moudjahidine ou d'anciens militants désignés sans aucune consultation préalable se récusent. Inutile de souligner que la *sécurité militaire* entre en jeu pour vaincre les hésitations...

ce que cachent les textes officiels sur la nouvelle organisation communale

Malgré les avantages, *peu d'ex-militants se sentent disposés à jouer les fantoches pour l'A.N.P.* Aussi, le gros des listes est fourni par les cohortes de petits profiteurs, de rogneurs de privilèges, d'opportunistes, de militaires défroqués, de fonctionnaires... certains sont tellement connus par la population pour leurs trafics louches, leurs attaches avec la police, que les plus zélés des confectionneurs de listes sont découragés à l'avance...

La presse dite nationale tente de présenter la nouvelle organisation communale comme un "des plus grands projets de la révolution socialiste". Le lyrisme révolutionnaire des commentateurs est sans borne... Aussi nous a-t-il apparu nécessaire de couper court à ce délire et à ces mensonges et de *dévoiler les véritables intentions du pouvoir* qu'une critique attentive des textes publiés met en relief d'une façon tout à fait claire.

Une dernière remarque importante: les textes proposés semblent n'avoir qu'un but: réaffirmer la *"primauté du Parti"* et le doter de pouvoirs étendus.

Les pouvoirs actuels du parti de Chérif Belkacem sont plutôt théoriques, car malgré les affirmations répétées de Boumedienne, tant l'administration que le gouvernement, personne ne reconnaît l'autorité d'un *"parti"* créé de toutes pièces et qui, de l'aveu même de ses dirigeants, n'existe pas. La nouvelle organisation communale en donnant une puissance de contrôle aux Kasmas - elles-mêmes désignées par le *"secrétariat exécutif"*- permettra, si elle est appliquée, à Chérif Belkacem de satisfaire enfin sa volonté d'hégémonie.

ELECTIONS COMMUNALES

NON AUX CANDIDATS CHOISIS PAR LA SECURITE MILITAIRE.
AUX ELECTIONS SUR DES LISTES UNIQUES.

oui A LA LIBERTE DE CANDIDATURE.
A LA LIBERTE DE CAMPAGNE ELECTORALE.

La publication précipitée de textes fabriqués à la hâte et proposés "à la discussion populaire" démontre clairement cette volonté du "secrétariat éxécutif" de prendre de vitesse les autres clans et les placer devant le fait accompli. Ceci précisé, nous pourrons mieux comprendre les intentions cachées d'un texte de 38 pages à travers un flot d'incohérences, de contradictions, de coquilles et de bêtises.

Nous avons pu relever quatre points essentiels:

1 MAINTIEN DES STRUCTURES COLONIALES -

Les structures communales ne seront pas changées L'explication fournie par le projet est que nous sommes en "période transitoire". Cependant, dans une partie historique, on souligne que les structures du temps de la colonisation étaient faites pour assurer la domination de la minorité des colons. Il faut bien donc, considérer que leur maintien ainsi que celui d'un découpage purement administratif a un but précis: fournir à la nouvelle classe dominante algérienne un moyen d'exercer sa suprématie. D'ailleurs, la décentralisation communale est présentée comme une technique qui permettra "de démultiplier l'action de l'Etat de façon que celui-ci soit présent aux citoyens sur l'ensemble du territoire".

Découpage territorial administratif et déconcentration qui renforceront la dictature actuelle.

2 LA COMMUNE EST AU SERVICE DE LA KASMA -

Si l'on en juge par les textes, le véritable pouvoir ne sera pas entre les mains de la commune, mais il sera détenu par la Kasma - c'est à dire du pseudo-parti du F.L.N. Qu'on en juge!

La Kasma désigne les candidats,
La Kasma oriente et contrôle la commune.
La Kasma peut révoquer un conseiller ou même tout le conseil communal.
La kasma est seule habilitée à mener la campagne électorale.

Le président de la Kasma peut - et c'est souhaité - être en même temps président du conseil communal. Mais là ne s'arrête pas l'inféodation de la commune. Elle est, de plus, soumise à l'autorité "technique" de l'administration, au contrôle de la police "gardienne de la révolution" et même le "CNR" a la possibilité d'agir directement sur la commune. Enfin, autre source de pression: le président et les vice-présidents seront rémunérés par l'Etat.

La commune-croupion que veut nous donner Chérif Belkacem n'aura aucune autonomie, "elle sera considérée comme une espèce de cellule du Parti".

3 DES ELECTIONS POUR QUOI FAIRE? -

En effet, pourquoi cette parodie d'élections, pourquoi le pouvoir ne désigne-t-il pas des fonctionnaires? Cela serait bien plus simple. Eh bien le projet nous répond avec sérieux: "pour satisfaire le besoin (naïf) de démocratie du peuple algérien". Car si les candidats désignés par la Kasma, contrôlés par la sécurité militaire sont soumis au suffrage des citoyens sur des listes uniques, c'est une concession de pure forme à cet incompréhensible besoin de démocratie d'un peuple qui se bat depuis 12 ans... et si Chérif Belkacem et le "CNR" choisissent à la place du peuple les dirigeants locaux, savez-vous pourquoi?: "C'est parce que les exigences de la révolution ne le permettent pas"... Sans commentaire!!!

Pour nos généreux dirigeants, le peuple algérien n'est pas encore mûr pour la démocratie socialiste, il est tout juste bon pour la dictature.

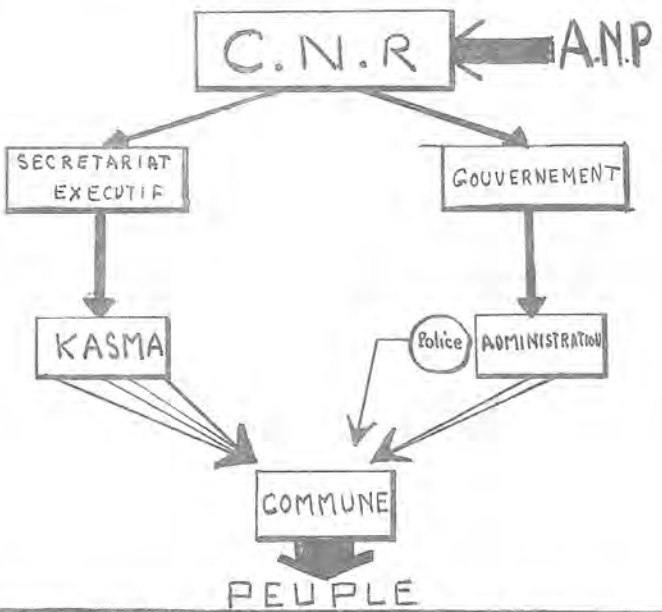


Schéma montrant la place de la commune dans les institutions: comme on le constate le mouvement est de haut en bas.

4 ETOUFFER L'AUTOGESTION -

Ici les textes sont bien clairs. Car, en réalité le fond du problème est là: depuis plusieurs années le contrôle de l'autogestion est au centre des luttes entre les clans du pouvoir. Après le départ récent de Mahsas, Chérif Belkacem tente par ce biais de s'emparer de son contrôle, actuellement aux mains de la présidence et convoitée par Kaïd Ahmed!

En effet, la commune - lisez la parti du F.L.N.- aura "l'exercice de la tutelle des unités de production autogérées". Comment? En plaçant "les directeurs des dites unités sous l'autorité de l'exécutif communal" et, bien sûr, la commune prélèvera un impôt sur les unités de production qui sera "la rémunération de la fonction d'impulsion de la commune"... On croit rêver!!!

La commune constituera, en définitive, un instrument supplémentaire qui permettra à l'Etat totalitaire de renforcer sa domination et son contrôle à tous les niveaux et dans tous les secteurs (au niveau même du citoyen!) et elle lui donnera "la base matérielle de sa puissance" par la domestication de l'autogestion. Un oubli: et l'A.N.P. dans tout cela ! Est-elle d'accord ?...

SCANDALE

Un énorme scandale dans lequel sont impliquées les plus hautes personnalités locales a éclaté à ANNABA. Bien que les chefs d'inculpation: traite des blanches proxénétisme, trafic de devises relèvent du droit commun, ce n'est, hélas, pas un fait divers - auquel cas il n'aurait pas attiré notre attention - mais un événement d'une gravité extrême qui met en cause les fondements mêmes du régime.

En effet, cette sordide affaire de ANNABA n'est pas une exception:c'est devenu la règle générale dans tout le pays depuis l'indépendance de voir les personnalités les plus en vue du pouvoir impliquées dans ce genre d'affaires.

Après avoir confisqué à leur profit les biens abandonnés par les colons, après avoir dévalisé les caisses de l'Etat sans cesse renflouées par des emprunts à l'étranger et des impôts écrasants, après avoir tout revendu jusqu'au blé de la charité internationale, après avoir fait commerce de papiers (attestations communales, papiers d' identité, passeports,etc..),après avoir généralisé les pots-de-vin et la corruption,les notables du régime, civils et militaires, se servent de leurs FONCTIONS SOUVENT TRES ELEVEES DANS L'APPAREIL D'ETAT pour mettre en place de multiples réseaux qui se livrent à tous les trafics imaginables EN TOUTE IMPUNITE.

Ces réseaux ont des ramifications partout. L'équilibre précaire du pouvoir ne se maintient que par les concessions faites à ces bandes organisées qui, en revanche, apportent leur appui politique au régime actuel - et pour cause.

En Algérie, c'est la pègre qui est au pouvoir et la seule loi c'est celle du "milieu". C'en est assez!!

Cette situation intolérable ne peut plus se prolonger. Ce serait une utopie que de croire aux promesses d'épuration du gouvernement. Les arrestations, l'exécution récente d' un faux monnayeur sont de faux remèdes. Le mal doit être attaqué à la racine. C' est à dire que les épurateurs devront s'épurer...

Seul un pouvoir issu des masses et contrôlé par elles, pourra mener la véritable épuration,celle qui débarrassera à jamais notre pays des affairistes,trafiquants, fonctionnaires véreux et "politiciens" de tout acabit.

Pour nous aider à faire éclater partout la vérité et à démasquer les voleurs, nous demandons à nos lecteurs de nous faire parvenir toutes les informations en leur possession.

LISTE PROVISOIRE DES PERSONNES ARRETEES:

- ALIA Mokhtar,procureur de la république,
- BOUDERBALA Mouloud,juge d'instruction,
- TOUAREF Aïssa,greffier en chef du Tribunal de Grande Instance,
- ZEKRI Brahim, agent de la P.R.G.,
- HAMADACHE Rabah,commissaire des moeurs,
- HADJOU,agent de la police des moeurs,
- BELLOUCIF,adjoint au commissaire central,
- MEKKI, ex-commissaire de la P.R.G.,
- MIHOUB Messaoud,agent de la Sûreté militaire (ex-commissaire central),
- BENYAHYA,pharmacien et délégué spécial à la Mairie de ANNABA,
- ABDELAZIZ Mahmoud, hotelier à SOUSSE (Tunisie)
- BOULEBTATECHE Mohamed Lhadi, directeur d'hotel,
- SAMUT Jean,professeur de mathématiques à ANNABA et Madame SAMUT,
- KERCHICH Amar dit "Rachid", employé des P.T.T. à GUELMA,
- BENTEBOULA Ali dit "El Hadj", menuisier,
- HAMLAOUI Mahieddine, boucher,
- HADDAS Hocine,originaire de GUELMA,
- OUARTAN Mohamed, - BOUAKAZ Mébarek,
- BOUMAIZA Mahmoud - MEDFOUNI Brahim,
- GUERRAS Brahim - ISCHIA Alain,
- CHINE Tahar,fonctionnaire à la préfecture,
- BENOUARAZAK, service technique des biens vacants,
- Un certain Monsieur LAURENT.

PERSONNES DECEDEES SOUS LA TORTURE:

- BENDALI, chef de bureau aux Biens Vacants,
- MIGNANO Marie-Thérèse dite Mme"André" gérante du "Moulin-Rouge",
- SIBI Léon, souteneur.

PERSONNES ARRETEES PUIS RELACHEES:

- BOULANOUAR Tayeb, chauffeur de taxi de Madame André,
- Docteur DEISS.

PERSONNES SUSPECTES:

- CHIBOUT Brahim, préfet de ANNABA,
- BEHAMZA, directeur de Douane,
- CHAMI, secrétaire général à la préfecture de ANNABA,
- DOUADI Mohamed.

A ANNABA

les différentes versions des faits ..

● Deux membres d'une des nombreuses polices du régime en goguette seraient allés un soir dans une de ces boîtes qui pullulent à ANNABA. L' alcool les rendant méchants, la tenancière du bar les menaça d' appeler son protecteur s'ils ne quittaient pas immédiatement les lieux. Nos deux braves, nullement intimidés, et pour cause, corrigèrent copieusement la dame qui, effectivement appela son protecteur: Mr. HAMMADACHE, commissaire de la police des moeurs.Ce dernier, sans hésiter, aurait jeté en prison pour 48 heures ses deux collègues. Dès leur libération,nos deux compères retournent flanquer une deuxième correction à la dame en question et,sur ce, vont se plaindre au commissariat central du mauvais traitement qu'ils avaient subi. A leur grande surprise,il ne fut fait aucun cas de leur plainte: ils n'eurent pas davantage de chance auprès du Juge qui leur conseilla de laisser tomber. C'est alors que, par un moyen que nous ignorons, ils réussirent à alerter le ministère de la défense. Draïa, chef suprême de la police, fut dépêché sur les lieux.Là, il devint impossible d'empêcher l'éclatement de la vérité sur cette sombre mafia qui avait depuis des années la haute main sur la ville. Il s'ensuivit les arrestations tenues secrètes jusqu'ici.

● Suivant un autre témoignage,l'affaire aurait une autre cause: il y a quelques mois,Chibout Brahim, préfet de Annaba, fut séduit par la beauté de Mme BOUDJEMAA, femme d'un employé à l'hopital de Annaba. Il réussit en trois jours à la faire divorcer; puis il partit avec elle à Lyon, en France. A son retour, Mme BOUDJEMAA disparut. On apprit bientôt qu'elle "travaillait"dans un cabaret à Alger

● Par contre, certains prétendent que c'est sur une intervention de la police française qui aurait trouvé les indices d'une traite des blanches à Marseille que les autorités algériennes auraient été obligées d'agir,ce qui expliquerait le silence qui entoure cette affaire.Il semblerait même que l'Interpol ait eu à s'occuper de cette sordide affaire qui cacherait en outre des règlements de comptes.

A la suite de notre communiqué du 19 Septembre qui dévoilait toute l'affaire, le Pouvoir a été obligé de sortir de son silence de quinze jours. La Sûreté Nationale a donné une version des faits tendant à jeter toutes les responsabilités sur la française arrêtée et à minimiser l'importance et le rôle des fonctionnaires inculpés dans l'affaire!

I. ALGER

des contrastes violents

le luxe insolent côtoie journellement la misère atroce

Quand on arrive à Alger, on est surpris par le calme apparent et la grande animation qui y règnent: les gens ont l'air affairés, les terrasses des cafés sont bondées à toutes les heures, la circulation automobile est intense et anarchique Les agents de la circulation s'évertuent à canaliser le flot des voitures indisciplinées, les gendarmes, quant à eux, dressent des barrages pour vérifier les papiers et la mécanique des véhicules.

Mais il suffit de se promener à travers Alger pour s'apercevoir que tout ceci n'est qu'une façade. Quand on passe des anciens quartiers "pieds noirs" à Bab-El-Oued ou aux environs de la Casbah, on change d'univers, on se croirait transporté à la période antérieure à 1954, avec pour unique changement les maîtres des quartiers riches d'Alger. En effet, Alger a retrouvé son ancienne structure coloniale au point de vue population: la nouvelle bourgeoisie algérienne encercle la Casbah et Bab-El-Oued qui sont occupés par le reste, combien plus important, des algériens. Tout comme avant.

les nouveaux "pieds noirs"

Cependant, l'uniforme des agents de la circulation, les voitures de police qui sillonnent Alger, sirène au vent, et les inscriptions en arabe témoignent d'un changement qui peut se traduire par un schéma simpliste, mais que tous les algérois ressentent avec amertume. Les "Pieds-Noirs" ont simplement été remplacés par des algériens qui les imitent en tout point de vue: c'est l'ère des arrivistes au sens le plus péjoratif du terme, des courtiers en tout genre qui souvent revendent ce qui a été vendu depuis bien longtemps, des affairistes véreux; et tout ce beau monde a un sens aigu de sa situation privilégiée et surtout précaire, d'où leur apreté à gagner plus, à mettre de côté et à "investir le moins possible", car selon leur expression, la situation "ne s'y prête pas".

Ces algériens tiennent absolument à être détachés de la masse des algériens qu'ils méprisent d'ailleurs, ce qui prouve bien que le "pied-noir" est un état d'esprit et non une ethnie. Ils forment une couche sociale qui a les mêmes intérêts, mais il n'existe aucune solidarité entre ses membres: c'est à qui jouera à son voisin le plus mauvais tour. Bien sûr, la solidarité de clan, de famille existe comme elle a toujours existé; c'est ainsi que le rêve de chaque famille bourgeoise est d'avoir un de ses membres à un poste clé de l'administration, et on assiste dès lors à de véritables placements sous forme de secrétaire de ministre ou autre scribouillard important afin d'obtenir des avantages ou des raccourcis aux formalités administratives etc.. Mais il ne faut pas étendre cette solidarité de clan et en faire une solidarité de classe.

Ces nouveaux "pieds-noirs" sont la plaie la plus visible du régime. Par leur attitude et l'étalement ostensible de leur luxe ils favorisent la naissance d'une conscience de classe chez les travailleurs. En effet, les affairistes, faiseurs d'affaires louches, pullulent à Alger: ceux qui traitent des affaires de milliards à travers des circuits mystérieux et dont les bénéfices sont centralisés à l'étranger, ceux qui, anciens "militants", bénéficient d'appuis importants, de complicités partout, dans les douanes et les ministères et qui vendent de tout, pétrole, friperie ou pneus usagés, ceux qui ont vendu leur nom à des firmes étrangères et qui touchent des commissions rondelettes et même la toute dernière catégorie, ceux qui ont obtenu des cafés, des bars, des échoppes et dont les affaires font des petits; ils achètent d'autres commerces: les anciens moudjahiddine et la bière avec la kémia, rapportent de quoi faire briller les yeux jadis fatigués ou larmoyants de misère. Des réseaux invisibles se nouent et se dénouent en de puissants gangs dont l'activité n'a aucune limite: trafic de devises, traite des blanches, boîtes de nuit, marchés de l'Etat, fournitures de l'armée, tout est matière à spéculation.

un sentiment d'injustice

Les fortunes se font et se défont avec la rapidité de l'éclair. C'est pourquoi on rencontre chez certains travailleurs cette mentalité petite bourgeoise qui les pousse à être des arrivistes non arrivés Ils envient tel ou tel qui a un "bon poste" ou fait de "bonnes affaires" dans tel ministère ou telle société véreuse. Il a été leur ami d'enfance. Comme eux, il a couru nu-pieds et sa méthode pour grimper, ils la connaissent..En attendant, ils rêvent et passent leur temps à insulter tout le monde. En effet, au moment de l'indépendance, on croyait à une espèce d'égalitarisme, ce qui impliquait l'abolition des privilèges, des injustices et l'instauration des mêmes droits et devoirs pour tous. Chacun agissait selon ce qu'il croyait comme déjà acquis. L'algérien de la rue osait car la justice se devait d'être juste et impartiale. La confusion entretenue par le pouvoir "socialiste" de Ben Bella a amorti les exigences jusqu'au moment où il est devenu évident que la nouvelle classe dominante avait tout en mains. Le mécontentement et le ressentiment n'en ont été que plus brutaux.

ALGER:

- 1,4 million d'habitants
- 800 mille chômeurs
- 100 mille privilègiés
- 50% du parc automobile algérien

Une des conséquences est la coupure nette entre bureaucrates et chômeurs. Les premiers méprisent et ont peur des seconds -et ne s'en cachent pas- les seconds envient les premiers et les considèrent comme des voleurs. Cette opposition se manifeste fréquemment, même à travers les faits les plus futiles. Ainsi, dans les autobus, si vous êtes bien habillé, le receveur est correct et consent même à vous faire la monnaie; mal habillé, vous êtes tenu de faire l'appoint et si vous insistez, vous êtes houspillé, insulté, voire même débarqué (la monnaie manque à Alger, seuls les gros billets ont cours).

La question à l'ordre du jour est celle des biens vacants. Comme on le sait, appartements somptueux et villas magnifiques, équipés d'installations modernes ont été envahis au lendemain de l'indépendance, et il se trouve que dans certains cas, des gens des campagnes ou de condition très humble ont pu profiter de la circonstance à la grande fureur de la nouvelle bourgeoisie qui se plaint de la crise du logement à Alger et qui bâtit des théories afin de justifier les expulsions: "les paysans qui occupent ces villes ne sont pas à leur place, ils ne sont pas habitués à vivre à l'occidentale et il leur faut des logements qui ne les coupent pas trop de leur origine et de leurs habitudes et puis enfin, ils dégradent les biens vacants qui sont quand même le patrimoine national". Bien sûr ce dernier doit être sauvegardé! Si vous tentez d'expliquer que c'est là affaire d'éducation et qu'il serait préférable, au lieu de mettre les gens à la porte des immeubles, de leur expliquer le fonctionnement des appareils modernes, on vous rit au nez et on vous tape sur l'épaule avec condescendance, comme si vous étiez un simple d'esprit. D'ailleurs, la ségrégation est nette, même dans les rues: dans les quartiers chics peu de promeneurs mal vêtus, le monde de la misère commence avec le square Port-Saïd.

capitale du chômage

Cependant, tous les travailleurs permanents n'ont pas cette mentalité, il existe, au sein de l'UGTA des travailleurs conscients qui n'ont pas été touchés par cette maladie de gravir les échelons et de gagner plus; ils ne sont pas nombreux mais tout porte à croire que leur poids devient plus grand et qu'ils sont conscients de la nécessité d'une jonction entre ouvriers et chômeurs. Ces derniers taxent l'U.G.T.A. d'ouvrièrisme, ainsi si l'on se rend au bureau de la main-d'oeuvre du Champs de Manoeuvre et si l'on discute avec les gens qui attendent pour un problématique emploi, on se rend compte qu'ils pensent que l'U.G.T.A. est faite contre eux pour défendre les intérêts des ouvriers.

D'après les chiffres officiels, les chômeurs sont au nombre de 800.000 à Alger, c'est à dire que la police et les contributions ne connaissent ni les activités ni les revenus de 800.000 personnes. Seulement on constate la recrudescence du banditisme, du racket, du proxénétisme et de la vente à la sauvette: à qui en incombe la responsabilité ?

D'après la police, c'est la faute des chômeurs. Les mesures qui s'imposent vont être prises... Devinez quoi? Il s'agit tout simplement de renvoyer dans son douar d'origine tout algérien qui n'est pas natif d'Alger et qui ne peut y justifier sa présence (travail, commerce etc...).

Quant aux vendeurs à la sauvette, ils sont pourchassés impitoyablement. Dans les quartiers il y a peu de vendeurs de quatre-saisons (il ne faut pas encombrer les trottoirs) la rue de la Lyre qui était très animée est maintenant "assainie", les nombreux vendeurs de livres, de parfums, de maroquinerie ont disparu: pour pouvoir vendre, il faut posséder un local.

l'uniforme est roi

A Alger, tout le monde est mécontent sauf les uniformes, cela va de soi. Que ce soit l'affairiste qui se plaint de ne pouvoir faire "des investissements" et que l'argent ne "circule" pas librement ou le fonctionnaire qui a recours aux heures supplémentaires (qu'il ne fait d'ailleurs pas) pour arrondir son traitement ou encore le chômeur qui ne cherche même plus du travail, sachant que c'est peine perdue, personne ne se cache pour dire ce qu'il pense de la situation. Bien sûr, en public, aux terrasses de cafés les conversations se limitent à des critiques impersonnelles et générales. Apparemment, peu d'algériens semblent prêts à faire un effort pour remédier à la situation. La plupart laissent (?) entendre qu'ils se désintéressent de la politique: "Ils n'ont qu'à se débrouiller" est l'expression courante. Mais dès qu'on est à l'abri des oreilles indiscrètes (innombrables à Alger), les débats se passionnent et les vrais problèmes sont posés - l'indifférence est seulement une façade car la peur règne à Alger... On peut avoir l'air de tout... sauf de s'occuper de politique. Alger grouille de policiers en civil, d'indicateurs, sans compter la sécurité militaire, les polices parallèles et autres organismes officiels: P.J., P.R.G., C.N.S. etc....

L'A.N.P., quant à elle, coiffe le tout en souveraine. Les rumeurs les plus invraisemblables issues des services psychologiques de la S.M. contribuent à renforcer ce climat intolérable (on parle de personnes disparues parcequ'elles avaient trop parlé.. d'enlèvements... de liquidations..). Ce qui est certain, cependant, c'est que tout ce beau monde "se tire dans les pattes". La confiance règne. Les militaires de l'A.N.P. sont filés par les agents de la sécurité militaire, elle même, noyautée par les services parallèles. Les agents de la circulation sont tenus à s'occuper de la circulation, un point, c'est tout. Les C.N.S sont moins visibles qu'avant. Il semble cependant que le pouvoir militaire veuille donner le change, faire croire que la vie est normale à Alger.

le pouvoir a peur du peuple

Mais ce n'est qu'une illusion car le pouvoir à peur du peuple et il prend des mesures préventives. Ainsi des plans de quadrillage d'Alger sont étudiés en haut lieu. Les quartiers populeux sont encerclés. Les casernes qui ont une position stratégique sont occupées: ex-caserne Pélissier (Bab-El Oued), ex-locaux d'Alger-Sahel sur les hauteurs de la Casbah, caserne des marins sur le Front de mer au niveau de Bab-El Oued, une caserne qui n'avait aucun intérêt du point de vue stratégique a été transformée en école militaire. Les Djounoud sont soumis à une discipline sévère, les pelotons sont noyautés par la S.M. Des troupes sont formées spécialement à la technique de répression des manifestations de masses. Les rapports civils-uniformes sont nuls ou réduits au strict minimum. D'ailleurs, ces derniers sont pratiquement invisibles. Les autorités veulent éviter les heurts avec la population et les Djounoud ont reçu des consignes strictes pour changer leur comportement du lendemain de l'indépendance. Dans la rue, on ne risque plus d'être bousculé par le militaire et au cinéma on peut demander à l'uniforme assis devant d'enlever sa casquette sans risquer de recevoir une insulte ou un coup de poing. Bien sûr, cela ne va pas très loin, en cas de rixe avec un djoundi, le civil a toujours tort et il peut s'estimer heureux s'il s'en tire avec une bastonnade. Si un automobiliste entre en collision avec un véhicule de l'armée, tout ce qu'il a à faire c'est de téléphoner à une dépanneuse et de réparer sa voiture à ses frais: il a automatiquement tort même si le véhicule militaire roulait à sens interdit!

Ce qui fait que les "uniformes" ont conscience de leur situation privilégiée. L'esprit d'appartenance au Djeïch leur est continuellement inculqué et ils ont un mépris profond pour le civil - qui le leur rend bien d'ailleurs, les considérant comme des harkis.

Cette coupure avec les civils est voulue par les autorités supérieures. Les troupes sont fréquemment transbahutées d'un lieu à l'autre pour éviter que des liens ne se tissent avec la population. L'armée veut se suffire à elle-même: elle a ses propres maçons, ses jardiniers, ses peintres, ses couturiers..; elle recrute sans cesse des techniciens (les meilleurs) pour ses différents services, ou mieux, elle les forme elle-même: il y a des étudiants boursiers, non de l'Etat algérien, mais du ministère de la Défense Nationale pour toutes les disciplines y compris le droit!

Dans les quartiers résidentiels, tout au long des plages chics, les plus belles villas ont été réquisitionnées par l'armée. La plupart sont des lieux de plaisir... quelques unes restent cependant perpétuellement closes, gardées par un militaire ou deux: c'est là que les tortionnaires du régime "travaillent"...

une impression d'étouffement

L'impression d'étouffement que l'on ressent à Alger, est accentuée par le manque d'informations. Les journaux étrangers sont soigneusement filtrés. La presse dite nationale est dédaignée et pour cause: en plus de sa bêtise monumentale elle a le mérite de ne pas informer.. à moins de savoir lire entre les lignes et replacer les bribes d'informations, les déclarations dans une analyse impitoyable des agissements du régime. Quant à la radio, autant ne pas en parler; ou plutôt, si: abrutissement systématique des auditeurs afin de les dégoûter de la politique, émissions bidon tendant à faire oublier aux gens leurs "soucis" folklore, football et religion sont à l'ordre du jour.

Programme d'une journée de radio-Alger en langue française: musique yéyé, émission sur l'armée, de temps en temps, on chatouille la fibre patriotique, informations insignifiantes et mensongères sur les activités ministérielles, archi-détails sur des pays dont 80% des algériens ignorent jusqu'à l'existence, coin de la Palestine avec marches militaires et chants patriotiques. Les émissions "d'éducation et d'information" sont placées à des heures bizarres: on explique la "réforme agraire" à 15h. ou à minuit moins une, alors que les paysans sont aux champs ou entrain de se reposer.

Faut-il parler de la corruption généralisée? C'est bien établi et c'est une règle. Signalons que certains emplois s'achètent chez celui qui s'occupe de l'embauche, les attestations communales - indispensables pour trouver un emploi - se vendent à prix d'or, les passeports et divers autres papiers importants aussi!...

A Alger, l'ancien militant qui refuse de faire jouer ses relations pour obtenir des passe-droits est pris pour un excentrique doublé d'un imbécile; et il est tenu à l'écart, parce que considéré comme dangereux pour l'ordre établi. A ce propos, l'opposition reste mal connue; d'une façon générale, les anciens militants ou les

→

diplômés qui ne profitent pas du gâteau sont d'emblée suspects... les textes circulent mais la confusion demeure, accentuée par les manoeuvres de la police qui met elle-même en circulation de faux tracts. Des sympathisants du parti ne connaissent pas vraiment l'organisation et encore moins son programme.

quel avenir?

Nombre de travailleurs comprennent leur condition, leur situation..Ils savent que lorsque les dirigeants parlent du peuple, c'est pour l'utiliser afin de masquer certains intérêts. Ils savent que ce pouvoir n'est pas le leur, qu'il les a écarté de la course.

Ils savent qu'à la première occasion, le régime militaire fera tout pour les briser, ainsi que leurs organisations syndicales - le code pénal l' a prouvé amplement.

Ils voient que les riches sont aussi puissants qu'auparavant. Et la conscience de classe surgit. Ils ne disent plus: "nous sommes tous des frères", mais "ceux qui se disent nos frères sont nos pires exploiteurs". L'hostilité, même passive, des travailleurs et -dans une mesure plus générale- des masses à l'égard de Boumedienne et de ses uniformes, n'est pas un hasard. Elle prend sa racine dans le fait que plus encore que du temps de Benbella, les gens de condition humble se sentent brimées, écrasées, ignorées. A leur façon, les masses marquent cette résistance: elles boudent les manifestations officielles. Ainsi, pour le 5 juillet, malgré toute la mise en scène au sujet du retour des cendres de l' Emir Abdelkader, les algérois ont refusé de participer.

Est-ce à dire que l'opposition se généralise et prend une nouvelles consistance? Il est encore trop tôt! Ce qui est sûr, c'est qu'une nouvelle période commence où les tensions sont plus marquées, les exigences plus fermes. De grandes luttes se préparent dans la capitale. De leur issue dépendra en grande partie le sort du pays, car ce qui se passe à Alger, peut être un révélateur de ce qui se passera dans le reste du pays: c'est là que les contrastes sont les plus violents.

SOUS FORME DE SECONDE LETTRE OUVERTE AU PEUPLE ALGERIEN

M. BOUDIAF propose la tenue d'un congrès de l'opposition révolutionnaire

Le Monde

Une « lettre ouverte » de M. Boudiaf

Mohamed BOUDIAF

Mohamed BOUDIAF

Seconde lettre ouverte aux Algériens

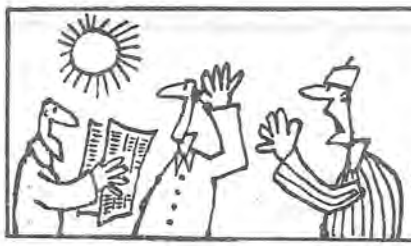
Seconde lettre ouverte aux Algériens

COMBAT

LE JOURNAL DE PARIS

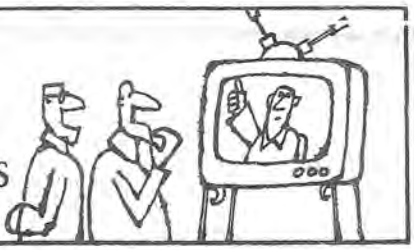
De la Résistance à la Révolution

20 juillet 1966



EN VRAC

nouvelles et commentaires



MEDECINS NATIONALISES -

A la suite de l' affectation des médecins dans le cadre du régime de la mi-temps, par décision ministérielle n° 4392/DSP/SDS/2 du 14/7/66, relative aux circulaires ministérielles n°4426/DSP/SDS du 15/7/66 et 3421/DSP/SDS/2/BA du 28/4/66, ordonnance n° 66-65 du 4/4/66 et décret d'application 66-67 du 4/4/66, on a pu constater un vif mécontentement dans les milieux médicaux, car c'est sans aucune consultation préalable que, du jour au lendemain, les médecins reçurent des arrêtés les bombardant arbitrairement à des postes médicaux ou administratifs. Le brillant résultat fut la désorganisation totale d'un secteur qui n'avait pourtant pas besoin de cela pour être défaillant.

De tous côtés, on apprend que la situation sanitaire est alarmante. En effet, les consultations se font maintenant à l'hopital (quand il existe) et cela donne lieu à des files interminables: les victimes principales de ces mesures sont les paysans des villages et des douars, obligés d'effectuer des déplacements longs et coûteux, sans être pour autant assurés de recevoir les soins nécessaires. Inutile de souligner que le paiement dans les hopitaux se fait d'avance. Quant aux médecins, pour satisfaire leurs clients amassés devant leur porte dès deux heures du matin, ils ouvrent leur cabinet entre six et huit.

Signalons le cas d'un médecin âgé de 72 ans, affecté à un centre hospitalier à 3 Km de son domicile où il est obligé de se trouver chaque matin à huit heures: il doit s'y rendre par ses propres moyens, c'est à dire à pied...

NON AUX CONSEILS COMMUNAUX PARACHUTES

UN DON DE LA CHINE -

En prévision de la rentrée des classes, la Chine avait fait un don important de matériel scolaire: règles, cahiers, crayons etc.. au centre national de diffusion pédagogique qui avait pour charge de distribuer gratuitement ce matériel aux écoliers nécessiteux. Nous voulons savoir pour quelles raisons certains directeurs de centres régionaux ont vendu ce matériel sous forme de lots aux commerçants de détail et où est passé le produit de ces ventes ?...

ASSEZ DE MINARETS, DES HAUTS-FOURNEAUX -

Inauguration et construction de mosquées se poursuivent. Chaque jour nous apprend que de nouvelles mosquées sont bâties aux frais de l' Etat. On peut s'interroger sur les raisons de cette politique puis que tout le monde a fini par comprendre que l'Algérie comptait un nombre incalculable de chômeurs et qu'il fallait créer des usines. Est-ce que les motifs du pouvoir sont d'ordre religieux? Pas du tout. Il s'agit purement et simplement d'obtenir le soutien de ces messieurs du Conseil Supérieur Islamique dont les nombreuses tournées aux frais de l'Etat (bien sûr) ont pour objectif de démontrer au peuple que le "problème crucial de notre époque est la religion". Ce qui a fait écrire à l'éditorialiste du NASR "que le développement de l'industrie (?) ne doit pas nous faire perdre de vue la renaissance de la religion, longuement étouffée".

Tous les révolutionnaires conséquents doivent s'élever contre cette manoeuvre réactionnaire qui tend, à travers un renouveau (factice) de l'Islam, à endormir les masses et à leur faire perdre de vue leurs véritables intérêts.

Il est vrai que notre "gouvernement" a dans ce domaine une politique qui dépasse largement le cadre de nos frontières: cinq millions de francs CFA ont été donné au Niger pour la construction d'une Grande Mosquée à Niamey.

QUI S'ASSEMBLE SE RESSEMBLE -

Parmi les messages adressés à Franco pour l'anniversaire de l'écrasement de la révolution espagnole, on a pu relever tout particulièrement celui de Boumedienne dont le langage dépasse largement le cadre requis par la courtoisie: "A l'occasion de la fête nationale espagnole (il faut entendre par là, l'écrasement de la révolution) il m'est agréable de vous adresser, au nom du peuple algérien, du Conseil de la Révolution et mon nom personnel, mes félicitations cordiales...".

INFIRMIERS EN QUETE D'EMPLOIS -

Après deux années d'études, les élèves de l'école para-médicale de Constantine ont obtenu leur diplôme d'Etat. Juste avant les examens, le directeur de l'école leur avait fait signer des contrats de cinq ans. Aussi s'attendaient-ils à être intégrés rapidement dans les services hospitaliers. Or, après les examens, nombre d'entre eux ne reçurent aucune nomination. Ils dépêchèrent donc une délégation à la direction de l'école qui leur conseilla d'aller à Alger voir le ministre. Ce dernier les pria (gentiment) de retourner dans leur localité respective et de faire des demandes d'emploi aux directeurs des hopitaux. Ce qui fut fait.

Au grand étonnement de nos jeunes diplômés, les réponses reçues étaient toutes négatives: "il n'existe actuellement aucun poste vacant susceptible de vous être attribué".

Qui prétend que l'on manque de personnel compétent dans les hopitaux d'Algérie ?...

Il est vrai que les postes sont pourvus et que de nouveaux postes sont attribués chaque jour à ceux... qui disposent d'appuis dans la kasma ou l'A.N.P.

LE PARADIS DES REVES EN GUISE DE PAIN -

Un marché de 4 milliards vient d'être emporté par une société française à la suite d'un appel d'offre lancé par le gouvernement algérien pour le développement et le financement de la télévision nationale. On peut se demander si une telle dépense en de pareils moments est justifiée, surtout quand on sait quel est le rôle attribué à la dite télévision: propagande gouvernementale et abrutissement du peuple. Il est vrai que plus la situation deviendra difficile, plus le pouvoir aura recours aux dérivatifs: télévision, cinéma, football etc...

ELECTION MISS MORETTI 66 -

C'est la mode, cet été, sur les plages algéroises d'élire des reines de beauté. C' est l'Office National du Tourisme qui se charge de cette délicate opération. Les candidates sont priées de se présenter avec deux photos....

20 Septembre 1962 _ 20 Septembre 1966

4 ANS DE LUTTES _ 4 ANS D'EXPERIENCES

Le 20 Septembre 1962, des militants du F.L.N., de l'A.L.N., des syndicats, de l'U.G.E.M.A. de différentes régions d'Algérie, décidaient de créer un "Parti d'avant-garde en mesure de mobiliser les énergies révolutionnaires autour d'un programme socialiste". Les principes généraux de ce programme étaient exprimés dans la proclamation du Parti de la Révolution Socialiste ainsi que dans sa Plate-Forme de Janvier 1963:

-"Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme",
-"Propriété collective des moyens de production et révolution agraire au profit des masses paysannes",
-"Gestion économique et sociale du pays par les masses laborieuses",
-"Pouvoir politique aux mains des travailleurs".

Aujourd'hui 20 Septembre 1966, interrogeons-nous sur ce qu'ont été ces quatre années de notre Parti.

● Un fait incontestable: le P.R.S. a toujours été un parti d'opposition; à aucun moment, il n'a collaboré sous quelque forme que ce soit avec les différents régimes qui se sont succédé depuis 1962. Tous ces régimes n'exprimaient, sous le masque d'un socialisme démagogique, que la domination d'une minorité de privilégiés dont le seul but était de profiter de l'indépendance pour se transformer en classe dominante. Face à cette nouvelle forme d'exploitation, le P.R.S. s'est toujours attaché à créer un esprit de résistance et de critique à l'égard du pouvoir et, par là il est parvenu à exercer sur lui une pression constante.

● Le P.R.S. au cours de sa lutte s'est heurté à de nombreux obstacles; aux difficultés inhérentes à un travail clandestin d'explication, de propagande et d'organisation se sont ajoutées les offensives et du pouvoir qui nous a frappé à plusieurs reprises et des opposants réactionnaires.

● Le P.R.S. n'a pu cependant éviter certains écueils: à deux reprises, en 1963, lors de la constitution du F.F.S., et en 1964 avec la création du C.N.D.R. des forces hétéroclites moins déterminées que nous sur le plan politique parce qu'elles visaient seulement à changer à leur profit le personnel dirigeant du régime, nous ont contraint à des alliances qui se sont révélées sans lendemain. Ces expériences ont retardé notre marche, politiquement et organiquement, mais elles ont eu un côté positif en ce sens qu'elles ont permis de lever les équivoques sur les problèmes de l'union et de l'action armée.

● Le P.R.S. n'estimera accomplie la première partie de sa tâche que lorsque sera solidement installé en Algérie un régime où les masses ouvrières et paysannes contrôleront directement le pouvoir.

C'est pourquoi il ne met aucun espoir particulier dans les changements de gouvernement qui peuvent résulter demain des réglements de comptes entre les clans opposés de la classe dominante. Depuis 1962, l'Algérie est dominée par une petite-bourgeoisie dont les diverses fractions se disputent les privilèges et le pouvoir politique. Il faut mettre un terme à cette situation lamentable en faisant surgir des masses une nouvelle génération de militants et de cadres dont le seul souci sera d'instituer le pouvoir des travailleurs.

Ceci détermine la ligne que doivent suivre les militants révolutionnaires.

Constituer un parti d'avant-garde dont le programme socialiste clair aidera à éliminer ceux qui ne s'opposent au régime que pour satisfaire leurs ambitions et leurs intérêts personnels.

Donner la priorité à l'organisation des masses pour la défense de leurs propres intérêts, car il n'y a pas d'autres moyens de promouvoir d'authentiques cadres révolutionnaires.

Dans l'accomplissement de ces tâches, se pose bien sûr le problème de l'unité de toutes les forces prêtes à lutter efficacement contre la dictature. Mais cette unité n'est pas par elle-même un but unique. Elle n'est qu'un moyen au service de la révolution socialiste. Le P.R.S. s'il s'affirme étranger à tout sectarisme et à tout esprit d'exclusive non motivés n'en affirme pas moins que jamais il ne fera passer la nécessité de rassembler une avant-garde consciente après les alliances tactiques momentanées avec des éléments dont les convictions socialistes ne sont pas clairement démontrées. Jamais non plus il n'envisagera d'unité durable ou d'alliances temporaires qui n'aboutissent à la mobilisation des masses laborieuses. Toujours il se tiendra à l'écart des combinaisons et des regroupements cantonnés au seul sommet de l'Etat.

Voici les objectifs conformes aux principes de départ du P.R.S. que nous nous proposons. Le C.N.D.R. a marqué un moment de notre expérience. Il s'agira de faire en sorte que le P.R.S. renaisse et continue la lutte qu'il a menée. Lutte à laquelle à l'occasion de l'anniversaire de sa création, il invite tous les militants socialistes révolutionnaires d'Algérie à s'associer.

le 20 Septembre 1966